

## Chapitre Premier : Dispositions Générales

Le Ministre des Travaux Publics,

Vu le décret n° 2-61-161 du-7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, notamment son article 107,

Arrête:

## Chapitre Premier : Dispositions Générales

Article Premier : Objet du présent arrêté. - Le présent arrêté a pour objet de définir les mesures à prendre quand survient au Maroc un accident d'aviation ainsi que les attributions respectives des différentes autorités compétentes et la coopération à établir entre elles.

Article 2 : Définition d'un accident d'aviation. - Est qualifié accident d'aviation tout événement lié à l'utilisation d'un aéronef, survenant entre le moment où une personne prend place à bord d'un aéronef avec l'intention d'effectuer un vol et le moment où toutes les personnes à bord en sont descendues, et au cours duquel a) une ou plusieurs personnes sont tuées ou grièvement blessées du fait qu'elles se trouvaient soit dans l'aéronef, soit en contact direct avec celui-ci ou avec un objet qui est fixé, ou b) l'aéronef subit des dégâts importants. On entend par dégâts importants ceux qui empêchent l'aéronef de reprendre son vol, ou qui ne peuvent être réparés sur place ou avec les moyens du bord.

Article 3 : Utilité des enquêtes. - Tout accident d'aéronef comporte des renseignements qui peuvent permettre d'améliorer la sécurité de la navigation aérienne et par suite de contribuer au progrès de l'aviation ; il importe d'en rechercher les causes, afin d'éviter la répétition d'accidents similaires.

Article 4 : Compétence. - Les accidents résultant de l'emploi d'aéronefs civils marocains survenant au Maroc, ainsi que ceux survenant au Maroc à des aéronefs civils étrangers, sont de la compétence de la direction de l'air, ministère des travaux publics, à Rabat, qui procède dans les plus brefs délais aux enquêtes nécessaires, recueille, centralise et diffuse informations, résultats et enseignements.

Les autorités judiciaires dans le ressort desquelles s'est produit un accident au Maroc ont aussi compétence pour rechercher et établir les responsabilités pénales éventuelles en cas de mort violente, de délit d'homicide ou blessures par imprudence ou négligence et même d'infraction à la réglementation de la circulation aérienne ; les autorités judiciaires peuvent par suite ouvrir une information judiciaire.

Les autorités locales civiles ou militaires ont également à prendre diverses mesures en cas d'accidents survenant au Maroc.

Au cas où un accident intéresse non seulement un aéronef civil mais aussi un aéronef militaire, le présent arrêté est applicable sans préjudice des instructions particulières émanant des autorités militaires.